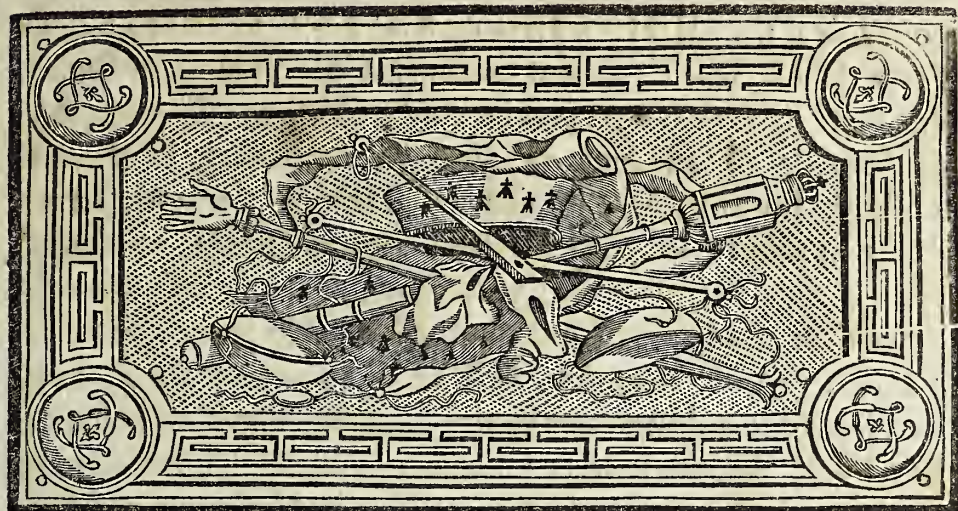


777
21 avril



A R R Ê T DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Du 21 Avril 1777.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

LE ROI étant informé que le nommé *Delcros*, Imprimeur-Libraire à Clermont-Ferrand, auroit imprimé sans permission, un Ouvrage intitulé : *Cantiques spirituels, avec quelques Exercices pour vivre chrétiennement* ; que de plus, il auroit contrefait un Ouvrage intitulé : *Sermons du P. Frey de Neuville*. Sa Majesté auroit résolu de punir avec la plus grande rigueur ces deux espèces de contraventions, dont l'impunité, en multipliant le nombre des coupables, multiplieroit aussi le nombre, déjà trop grand, des contrefactions & des livres imprimés sans permission. A quoi voulant

pourvoir : LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, de l'avis de M. le Garde des Sceaux, a ordonné & ordonne, que les feuilles des Ouvrages intitulés : *Cantiques spirituels, &c.* & *Sermons du P. Frey de Neuville*, saisis chez le nommé *Delcros*, Imprimeur-Libraire à Clermont-Ferrand, seront mises au pilon : Et pour les deux contraventions, condamné ledit *Delcros* en trois mille livres d'amende, applicables, savoir, deux tiers aux sieurs Moutard & Mérigot le jeune, Libraires à Paris, propriétaires du Privilège des Sermons du P. Frey de Neuville ; ordonne que l'autre tiers sera remis ès mains des Syndic & Adjoints de la Chambre syndicale de Paris, pour en être disposé ainsi qu'il sera ordonné. Ordonne que ledit *Delcros* sera & demeurera interdit de ses fonctions d'Imprimeur & Libraire pendant un an ; en conséquence, que les presses de son Imprimerie seront démontées, les vis & platines d'icelles déposées au greffe de la Police. Lui fait très-expresses inhibitions & défenses de tenir boutique ni magasin ouvert, & de faire le commerce de la Librairie, directement ou indirectement, pendant la durée de son interdiction, à peine de confiscation de toutes ses marchandises & de destitution. Enjoint Sa Majesté au sieur de Chazerat, Intendant & Commissaire départi pour l'exécution de ses ordres, en la généralité de Riom, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, qui sera imprimé, publié & affiché par-tout où besoin sera, & enregistré sur les registres de toutes les Chambres syndicales du royaume. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-un avril mil sept cent soixante-dix-sept. *Signé* AMELOT.